

# R W A N D A

*La revue hebdomadaire de la presse*

*Rwandaise*

*N° 431 du 6 au 12 mai 2010*



## **Les Points Focaux**

*Lire dans ce numéro:*

### **Editorial :**

- **Customer care : Les prémisses pour une culture démocratique manquent**

### **Politique :**

- **La presse étrangère juge de la perception médiatique de la joute politique rwandaise**
- **KAGAME change les cartes médiatiques et propose sa candidature au FPR**
- **Le Débat Modèle : Joutes oratoires des 3 prétendants au 3 DOWNING STREET**

### **Sécurité :**

- **LE POTENTIEL congolais dénonce le retour des militaires rwandais dans l'Est**

### **Economie :**

- **Tiens! Ces financiers internationaux exigent priorité au secteur agriculture!**

### **Justice/Droits Humains**

- **Le procès NKUNDA: Beaucoup d'embarras de la part du régime KIGALI**
- **Génocide des Tutsi rwandais: Une page sombre française**

## Éditorial

### Customer care : Les prémisses pour une culture démocratique manquent

Partout dans le privé comme dans le public, on assiste à de déplorables prestations de services dans beaucoup de secteurs stratégiques dont le transport aérien ou les services d'appui aux investisseurs privés au Rwanda. Ces piètres prestations qu'on constate sont causées par différents facteurs. Certains d'entre elles sont liés à des attitudes comportementales collectives négatives au travail qui sont adoptées par une large classe sociale moyenne. Or celle-ci est la cible privilégiée du régime actuel ; On y met le paquet. On veut la promouvoir contre vents et marées.

Mais alors, comment cela se matérialisera-t-il quand les jeunes rwandais actifs sont esclaves de la paresse et des mœurs raffinées qui veulent qu'ils visitent leur physique de peur d'être souillé par toute acte qu'ils posent ? Tenez ! En ce mardi 12 mai 2010, à 19 heures, dans la salle d'attente de l'aéroport de Kanombe, on s'apprête à embarquer dans RWANDA AIR à destination d'Entebbe. Les hauts parleurs de l'aéroport sont momentanément en panne et donc la voix humaine ne peut pas porter loin pour que tout le monde écoute et se prépare à l'embarquement. Cela est excusable. Car un passager très occupé dans la lecture de son livre ne saura pas que l'annonce silencieuse a été faite et l'avion partira sans lui. Quelle ne fut sa surprise quand certains agents de cette compagnie de transport lui font une confidence qui tire à sérieuses conséquences. La jeune fille chargée de préparer les passagers à l'embarquement a été surprise disant que dans la culture rwandaise, une jeune fille ne doit pas élever trop haut la voix, que par conséquent les passagers peuvent subir des préjudices inutiles et gratuits. En d'autres termes, la jeune dame montre que de par la culture rwandaise, quand des problèmes techniques surgissent comme ces hauts parleurs passagèrement défectueux, elle fait une contre publicité pour l'entreprise qui la paye grassement au mois. Elle oublie délibérément que cette société quoiqu'à tendance parastatale ne peut s'acquitter de ses obligations envers cette jeune personne que parce qu'elle aura rendu de bons services à ses clients.

Mais on peut aller au-delà de ces déclarations qui attestent d'une sur confiance de soi de cette dame. Ceci montre que, soit, la façon de recrutement des agents du secteur public et curieusement du privé est entachée de népotisme et d'autres sentiments négatifs qui ne tient pas en compte de la capacité professionnelle et déontologique du candidat, soit, les niveaux professionnels de nos sélectionneurs pour les recrues ne sont pas suffisants, soit, la culture de la lenteur décapante des rwandais continue à peser comme un frein à toutes les stratégies de décollage et de changement des modes de travail et donc du paysage social rwandais. Dans tous les cas, toutes ces mauvaises attitudes dans le recrutement et méthodes de travail sont imbriquées et en inter relation. Pour ce qui est du mode de recrutement, il est si aberrant de voir une vraie image de la pauvreté de la société rwandaise. Allez partout et vous verrez qu'un jeune ou vieil investisseur rwandais qui monte un fonds de commerce dans le transport, les banques et autres secteurs comme les finances ou l'assurance, la première démarche dans le recrutement sera de placer ses proches parents à des postes

sensibles d'organisation de la production alors que souvent ils n'en auront pas sérieusement des capacités plus que cet autre technicien expert en la matière et qui ne sera pas élu au poste, adienne que pourra pour la productivité du business. Dans tous les cas, le cher cousin va apprendre sur le tas. Et puis, comme rares sont les investisseurs, tout business rapporte qu'on le veuille ou non. Alors pourquoi ne pas m'entourer de mes proches parents ?, se demande dont notre homme qui va prendre le risque d'investir son argent dans un business de son choix. Or que voilà ! Une autre face du problème d'investissement surgit. On n'investit pas sérieusement dans le secteur de production des biens économiques. On dédaigne d'investir sérieusement dans l'agriculture et dans la transformation de ces denrées agricoles pour vendre dans la région et même plus loin. Faites attention, se dit l'investisseur. Je ne pourrai pas donner du travail aux miens car ce créneau est trop technique. Il demande de l'expertise certaine.

Cette logique sociale rwandaise puise tout droit dans l'imaginaire socioculturel d'un peuple assiégé pas une pauvreté endémique et tous les vices y afférents dont : "comment ? Je ne peux pas promouvoir à des postes de responsabilité un individu d'ailleurs quand mes proches parents en qui j'ai confiance n'y ont pas accès. D'abord eux !". Une telle attitude ou tendance sociale est bien en vogue dans le pays. Depuis que des réformes accompagnées de réductions des agents dans la Fonction publique ont commencé et que la Commission Nationale des Recrutements dirigée par la Dame Angeline MUGANZA est en place, on a accusé le Gouvernement de procéder à des recrutements en brandissant une transparence qui, en vérité, n'y est pas. On n'a rien dit pour ce qui est de recrutement dans le Secteur privé. On évite soigneusement d'entrer dans la cuisine interne de ces grands messieurs-dames. L'erreur commise ici se commet également là bas. Des conséquences sont donc catastrophiques quand à la prestation des services du Secteur privé qui, par définition, doit être compétitif. Voilà le hic ! Ce secteur ne veut pas être compétitif. Voulez-vous qu'on tourne ceci pour ce qui est des conséquences dans le politique ? Un tel marasme, une productivité au rabais appelle un état de monopole économique. Le public est obligé de consommer un produit ou un service qui souffre sérieusement de sa qualité. Et on vit avec. La suite c'est quoi ? Que la société n'avance pas culturellement car la production matérielle ne s'améliore pas. Par conséquent, l'évolution des mentalités ne suit pas et donc le niveau de la culture démocratique sera très endommagé au point qu'il ne poindra pas. Et les seigneurs des finances et de petits fonds de commerce seront bien aise d'appuyer un état de dictature dans la gestion du pays. Ils en profitent sérieusement.

**La Direction**

Chef de Publication : NDAYISHIMIYE Jovin

Collaborateurs : Kiruzi Révérien et Damascène Semanza

Prix au numéro : USA \$ 10.00 ou l'équivalent en FRW    Abonnement annuel : USA \$ 500.00

Compte : Banque de Kigali N° 040- 0043044-09 (FRW) ----- 040-02 02 127-12 (USD)

Adresse: B.P.2938 Kigali    Tél: + 250 788 44 79 61    E-Mail : [lespointsfocaux@yahoo.fr](mailto:lespointsfocaux@yahoo.fr)

**LES POINTS FOCaux**    © *Circulation strictement limitée uniquement au sein de l'institution abonnée*

**N° 431**

**Dixième année**

**Semaine du 6 au 12 mai - 10**

## La presse étrangère juge de la perception médiatique de la joute politique rwandaise

La suspension des journaux UMUSESO et UMUVUGIZI faite maladroitement est largement commentée par la presse tant nationale et internationale. Des officiels en charge des médias continuent de s'expliquer mais rien ne passe. La faute ou l'erreur a été commise par les jeunes responsables officiels en charge de régulation des médias ayant le vent en poupe. Ceux-ci n'ont pas mesuré les répercussions négatives causées par leur erreur sur le régime pour lequel ils pensent servir. Le **journal canadien LA PRESSE** relève:

*«Didas Gasana est le rédacteur en chef d'Umuseso («L'Aube»), un des deux hebdomadaires indépendants que le Haut conseil des médias rwandais vient de suspendre pour six mois.*

*On lui reproche d'avoir publié des articles non fondés, appelé à l'insubordination de l'armée et insulté le chef de l'État. Pourtant, selon **Human Rights Watch**, Umuseso reste l'une des dernières voix critiques au Rwanda.*

*La publication ne fait pas dans la dentelle. «Le président Kagame peut-il gagner les élections sans tricher?» demande-t-elle dans un article récent, faisant allusion au scrutin du mois d'août. «Le Rwanda s'enfonce dans la noirceur, voici pourquoi», annonce une manchette.*

*Le soir de notre rencontre, je mets un peu de temps avant de saisir que Didas Gasana est inquiet. Un homme, seul, vient de s'installer à la table voisine. «Allons plus loin», suggère mon compagnon en désignant un coin sombre près de la piscine de l'hôtel.*

*Répression de médias. Harcèlement de l'opposition. Inculpation de Victoire Ingabire, une opposante qui vient de rentrer d'exil pour briguer la présidence contre Paul Kagame. Même la représentante de Human Rights Watch vient de quitter Kigali, son visa n'ayant pas été renouvelé. Pourquoi le régime rwandais gonfle-t-il ses muscles, à ce moment précis? “Le climat politique est très, très tendu”, analyse Didas Gasana. Pas seulement à cause de Victoire Ingabire, qui canalise les frustrations du groupe majoritaire, les Hutus, qui se sentent écartés du pouvoir. Et qui a voulu briguer la présidence aux élections d'août prochain.*

*La perspective d'un schisme interne est, en fait, encore plus menaçante pour le président, estime le journaliste.*

*Récemment, trois généraux rwandais ont été incarcérés. D'autres ont fui à l'étranger. La capitale rwandaise a été le théâtre d'une série d'attaques à la grenade. Comme par hasard, le régime accuse le général Faustin Kayumba, exilé en Afrique du Sud, d'avoir orchestré ces attentats.*

*Peu de temps avant de cesser de paraître, le journal de Didas Gasana s'était demandé qui était vraiment l'auteur de ces attaques, et s'il ne s'agissait pas d'une opération téléguidée par le gouvernement.*

*La suggestion est peut-être rude. Mais depuis que le Haut conseil des médias, un organisme aligné sur le gouvernement, a muselé Umuseso, plus personne n'ose poser publiquement de telles questions...*"

LE 30 Avril, des consultations continuent entre intervenants dans les médias et le ministère de tutelle. Il faut nécessairement amortir le choc de ces 3 journaux suspendus jusqu'à non plus quoique pour les deux récents, UMUSESO et UMUVUGIZI, des mesures punitives sont une suspension de 3 Mois. Le ministre à la Primature Protais MUSONI promet monts et merveilles à une presse qui ne veut pas d'histoires... La réunion prépare-t-elle la journée mondiale de l'information du 3 mai ? Le communiqué qui sort de cette rencontre est libellé comme suit :

*« La plupart des journalistes et des directeurs de journaux qui ont répondu à l'invitation du ministre de l'information, sont intervenus en donnant des suggestions et montrant les défis de la presse rwandaise de la façon suivante:*

*-le problème des annonces publicitaires et autres faire-part publics qui auraient été refusés à la presse privée;-le problème de moyens financiers faibles pour la presse privée;-la suggestion que le gouvernement devrait apporter un appui ferme à la presse privée pour ce qui est des formations qu'il devrait organiser afin de renforcer la capacité des journalistes en savoir-faire professionnels. Après échange d'idées, le ministre MUSONI Protais a promis une collaboration ferme de l'Etat et des intervenants dans les média indépendants; puis il leur a demandé ce qui suit: - en faire leur des problèmes qu'ils rencontrent dans le métier, et se sentir premiers responsables de les résoudre et faire le suivi pour la recherche des solutions pour d'autres; - étudier comment plusieurs publications peuvent fusionner afin d'être plus opérationnels, -le ministre a également dit qu'aucune instruction n'a été donné aux instances étatiques afin qu'elles ne distribuent pas leurs annonces dans les médias privés... Pour clore la réunion, des résolutions ont été prises dont:*

*-mettre sur pied un groupe de 5 Journalistes qui étudieront sur appui du HCM/Haut Conseil des Médias les problèmes que rencontre la presse écrite; cette étude sera remise au ministère de l'information qui la présentera au Conseil des Ministres; -bien informer des instances étatiques qu'aucune instruction consistant au refus d'accorder à la presse privée des annonces et publicités n'a été donnée...;-continuer un débat permanent entre le Mininfor, le HCM et différentes associations des médias pour qu'on discute des défis de l'heure qu'on constate dans la profession journaliste et les solutionner avant qu'il ne soit tard...*

Un débat contradictoire sur ce phénomène de société rwandaise est initié par **la BBC** dans son programme Kinyarwanda **IMVO N'IMVANO**. Mis à part des écarts de langage parfaitement maîtrisés par le journaliste de la BBC dans son émission- débat IMVO N'IMVANO de ce 8 mai, on passe au peigne les difficultés du travail des intervenants dans le secteur des médias. On montre aussi qu'il n'est pas facile de faire ce métier qui, pour l'immédiat n'est pas profitable pour le secteur privé. Et puis, ce secteur qui, ailleurs, est non seulement informationnel mais aussi pédagogique, il se fait que la mauvaise préparation- formation délibérée des intervenants dans le secteur commence à

montrer des ratés qui ne devaient que se manifester. Trois journalistes initient un débat contradictoire. Ce débat montre deux tendances idéologiques et des vecteurs d'intérêts :

**« Ntarindwa/Directeur du bimensuel UMWEZI/Kigali-Rwanda:**

*... Au Rwanda, la liberté de media existe. Par exemple il y a à peu-près 70 journaux publics et privés. Nous avons aussi une loi de régulation des medias et le Haut Conseil des Medias. Il est aussi important de mentionner que chaque mois, une conférence de presse est convoquée par le Président de la république. Là, les journalistes posent toutes les questions qu'ils veulent. Ce forum n'existe pas ailleurs. Donc, avoir la liberté c'est dire ce qui est juste, ce n'est pas dire l'incorrect. Nous savons que le journalisme bien utilisé, ça construit. Tenez bien que la loi sur la presse passée dernièrement a été l'objet de consultations régulières avec les journalistes.*

**Mr. GASANA/Directeur de l'hebdomadaire UMUSESO/Kigali-Rwanda**

*Je ne suis pas d'accord avec lui, parce que pour dire qu'il ya la conférence de presse chaque mois, je me demande c'est quelles sortes de questions à poser?*

*Il ya ceux qui ne posent pas des questions sérieusement opportunes car ils ont peur d'être arrêtés, condamnés et emprisonnés. Et puis, pourquoi les annonces publicitaires et autres communiqués publics sont publiés uniquement dans l'Imvaho et dans les autres journaux publics et jamais dans les privés ? C'est ça aussi qui montre que HCM n'est pas libre car il ne sait pas relever de telles distorsions...*

**KAMBANDA, Consultant et Professeur de journalisme/USA**

*Une loi qui est bonne ne permet pas à l'office de prendre des décisions pour lesquelles il n'est pas compétent. Or le Haut Conseil des Medias a pris le pouvoir des tribunaux quand il a déclaré suspendre les journaux UMUSESO et UMUVUGIZI. Moi j'ai formé plusieurs étudiants à Butare, à l'UNR/Université Nationale du Rwanda, même en dehors du Rwanda... selon mon analyse, au Rwanda, ce qui se fait, c'est une pièce de théâtre qui se joue dans la société. Au Rwanda, on n'emprisonne tout de suite. Comme conseil, il faut nommer des adultes aux postes de responsabilité sensibles. Ceux-ci peuvent être libres intellectuellement pour prendre des décisions adéquates. Et puis il faut laisser parler les opposants. C'est ça qui montre l'indépendance et la liberté d'expression. »*

## **KAGAME change les cartes médiatiques et propose bientôt sa candidature au Congrès FPR**

Le FIGARO du 12 mai sous le titre "KAGAME croit à sa réélection", trouve qu'il n'aura pas de difficulté pour se faire réélire surtout que les média délirants qui ne craignaient ni Dieu ni Kagame

en ont eu pour leurs frais. Il est loin d'être une démarche louable pour un régime qui se fait une contre publicité et qui montre que définitivement il a pris son camp pour le capitalisme monopoliste, mais au moins, cela lui sert-il du moment qu'il peut passer sans grande casse l'élection de 2010...

*“Le président rwandais Paul Kagame, qui a déjà annoncé son intention de briguer un deuxième septennat à la tête de son pays, n'a "aucun doute" sur "une immense" victoire de son parti, l'ex-rébellion du Front patriotique rwandais (FPR), à la présidentielle du 9 août. "Je ne vois aucune raison pour laquelle le FPR ne reviendrait pas avec une immense majorité de soutien de la part du peuple de ce pays et je n'ai aucun doute à ce sujet ", a déclaré mercredi M. Kagame sur les ondes de Radio Rwanda. Radio Rwanda diffusait dans un journal, des extraits d'une conférence de presse tenue la veille par M. Kagame, également président du FPR. "Je suis confiant que le FPR va gagner cette élection, et je ne procède pas par devinettes", a-t-il poursuivi, assurant que son parti avait "apporté des progrès et des changements qui sont visibles" dans le pays. Un congrès national du FPR doit désigner ce week-end comme candidat au scrutin présidentiel d'août prochain Paul Kagame qui a massivement remporté les primaires de son parti dans tous les districts et provinces du pays...”*

Une autre presse tente de montrer que ce quatrième pouvoir qu'est la presse est sérieusement sollicitée pour qu'elle adopte une autre démarche éditoriale ; celle projetant à l'opinion publique des réalisations positives du régime et par conséquent appuyant les efforts dudit régime. C'est ce qu'écrit EP montrant que des stratégies sont prises pour amener dans son giron ces écrivains en mal de publicité.

Un regard osé et non documenté sur l'embrigadement des médias rwandais. L'auteur de l'article “Kagame s'accapare des médias” semble montrer que le régime a acheté la plupart des médias au moment où le pays s'achemine vers les élections présidentielles d'août prochain:

*« Le président KAGAME semble prêt à une reconduction de son mandat de 7 ans à la tête du pays. Tout indique que sa victoire est certaine. Mais la question de savoir si d'autres candidats pourraient se faire une visibilité quelconque peut se lire dans le prisme d'une autre question, celle de savoir qui contrôle les médias rwandais. Ils sont plus de 60 médias imprimés ou électroniques enregistrés dans le pays, mais seuls quelques 20 sont actifs. Une analyse affinée de la situation des médias au Rwanda montre que tous ces médias sont FPRIens ou qu'ils sont patronnés par de grandes personnalités des services de renseignement. Ceci donne donc gagnant KAGAME dans les imminentes élections. »*

Suivez le raisonnement de ce journaliste, vous aurez l'impression qu'il est logique avec lui-même, qu'il semble accuser le gouvernement d'inaction pour des apprentis journalistes qui sont, très tôt, entrés dans le métier :

*« AVEC beaucoup de zèle afin de participer activement à la reconstruction du pays, certaines gens, pas nécessairement journalistes professionnels, sont entrés dans le métier. Le secteur était alors peu*

fourni... Le pays a vu des parutions de journaux qui sont mortes peu après. D'autres ont paru durant quelques mois et elles ne sont plus sorties petit à petit... Le Rwanda n'a qu'un seul quotidien, THE NEWTIMES, qui est amplement sponsorisé par le FPR au pouvoir... D'autres médias qui ont pignon sur rue est dont la propriété est sujette à supputations dont le mensuel RWANDA DISPATCH de Shem KATENDE LUYOMBYA et l'hebdomadaire RWANDA FOCUS de SHYAKA KANUMA. RWANDA DISPATCH au bord du gouffre est repêché par IGNATIUS KABAGAMBE qui présente le fondateur à des cercles autorisés. Cela lui vaut d'avoir accès aux libéralités étatiques.... Alors que LUYOMBYA KATENDE nie toute relation avec les autorités du pays... des sources d'information disent que quand KANUMA de FOCUS a vu que son journal périssait, il a décidé de vendre une majorité d'actions à Emmanuel NDAHIRO de THE NEWTIMES. Le contrat a été signé par Ignatius KABAGAMBE actuel Secrétaire Permanent au Ministère de l'Information, pour le compte de NDAHIRO. Selon des sources, NDAHIRO a 80% des actions de FOCUS Publications. Mais KANUMA dénie ces informations et les qualifie de rumeurs sans fondements. Ce qui, cependant, semble clair, c'est le fait que personne ne saura la vérité sur ces actionnaires dans l'ombre des média rwandais au moment où ceux-là qui les gèrent ont tendance à se désassocier de ces grands hommes qui veulent le partenariat. Un autre média dont la propriété est associée de près du FPR est CONTACT FM, une station radio qu'on dit être tenue par albert RUDATSIMBURWA. Il est dit qu'il en est propriétaire en partenariat avec le frère de la Première Dame. En effet, le Président KAGAME est un visiteur régulier de cette radio qui a pignon sur rue à Kigali. Et pourtant ce Président n'a jamais été l'hôte d'aucune autre station de radio... Rwanda News Agency est une autre média dont le propriétaire est le FPR et son Conseil d'Administration est dirigé par NDAHIRO qui visite sa production au quotidien... »

Mr Albert RUDATSIMBURWA a tenu à exercer son droit de réponse à l'article de ET. Il est clair. Il accepte certains faits et les justifie. Il montre clairement le camp idéologique pour lequel il sert. Il ne tient pas à mâcher ses mots. Mais ses propos ont besoin d'un débat sérieux et soutenu. Mais comme c'est un droit de réponse, il montre que le métier de journaliste est très important pour la société et qu'il doit être fait par des professionnels qui savent quelles idées ils professent :

« Premièrement, je souscris à l'idée avancée par l'auteur de ET; je suis co propriétaire de CONTACT FM. Je n'ai jamais caché le fait que mon partenaire et bien d'autres dans cette entreprise de média est le beau-frère du président. Si cela est un crime, je suis effectivement un criminel. Il est, cependant, important de souligner le fait que nous avons été partenaires bien longtemps en 1982 bien avant la guerre de libération, bien longtemps avant que la sœur de mon partenaire n'épouse un certain Paul KAGAME, et si bien longtemps avant que ce dernier ne devienne Président de la République du Rwanda. En brandissant les liens de parenté de mon

*partenaire et le Président comme une sorte de secret gouvernemental, l'auteur de l'article veut vous faire croire que la contribution de notre radio dans le paysage médiatique rwandais est tout sauf honorable. A-t-il écouté nos émissions ? Nous a-t-il suivi quand nous posions des questions très mordantes même à son Excellence ? J'en doute. Devons-nous nous excuser pour avoir conduit beaucoup d'interviews avec le Président ? Devons nous porter la responsabilité du blâme de ceux-là qui sont induits en erreur face à son attitude sérieuse qu'ils prennent comme une invitation à ne pas parler? Non, alors là, non !*

*Mais ça c'était nous. Mais alors quid des autres média mentionnés dans cet article ? Selon ET, il y en a 60 enregistrés dont 20 sont en activité. De ceux-là, l'auteur en cible 5 (...) La vérité est que quelques médias ont été constamment et activement critiques envers les prestations de KAGAME. Leurs critiques sont allées parfois au-delà du raisonnable et de la décence, allant à comparer KAGAME à HITLER dans certains tabloïds écrits uniquement en Kinyarwanda et dont l'audience est plus nombreuse que celles de THE NEWTIMES, RWANDA DISPATCH et RWANDA FOCUS confondues. (...) Je voudrais m'adresser aux chers lecteurs de ET et leur dire que décidément le Rwanda est un chantier en plein devenir. Un pays qui passe de ses trances d'un passé trouble et qui va résolument vers l'avenir. Nous, des média de la fraternité du Rwanda, comprenons et embrassons cette vision. Pour nous, plus que pour d'autres, nous comprenons la nécessité d'une arène politique stable pour le souci de la prospérité et de la longévité. Rien que dans un environnement de stabilité politique, nous ne pouvons prospérer avec le secteur privé que nous appelons de tous nos vœux. Ce souci malheureusement est perdu pour l'ancienne garde et heureusement repris en mains par une nouvelle génération de jeunes entrepreneurs avec beaucoup de rêve et de rage pour le changement... La balle est donc dans le camp de notre arène politique. Eux seuls doivent faire ce qu'ils peuvent dans le respect de la loi rwandaise pour donner au peuple un choix judicieux et au peuple rwandais de faire leur choix pour les prochaines élections d'août 2010. Nous sommes prêts à respecter notre part de responsabilité. »*

## **Le Débat Modèle : Joutes oratoires des 3 prétendants au 3 DOWNING STREET**

Une Campagne Electorale britannique de 2010: un débat final conclu sur une note haute des candidats au Premier Ministère britannique. Vous apprécierez certainement la finesse et le respect que ces trois orateurs se paient mutuellement alors que chacun veut voir son adversaire battu en brèche. C'est le moment de voir également comment ils partent dans l'arène politique avec la volonté

farouche de vaincre mais tout en faisant attention de ne pas violer le pacte que la classe politique anglaise ou britannique a signée :

*« Au cours d'échanges enflammés, les 3 leaders ont focalisé leurs arguments sur la façon dont ils conçoivent l'Europe, le changement climatique, la taxe et l'impôt, les armes nucléaires et des détails sordides. M. Brown and M. Cameroon se mettaient moins d'accord avec Clegg sur beaucoup de sujets par rapport au débat qui a eu lieu la semaine passée. Et ils ont montré beaucoup de différences idéologiques... Un sondage d'opinion qui a immédiatement été conduit après le débat a donné des résultats contradictoires sur le fait que ce soit ou Cameroon ou Clegg qui auront été classés premiers au sondage mais les résultats montraient que les prestations de ces messieurs sont plus rapprochés par rapport au premier débat de la semaine dernière...*

*Sur beaucoup de sujets, et Cameroon et Brown ont tenté de s'approprier des idées exprimées dans le livre écrit par Nick Clegg en se visant mutuellement. Mais ils ont évité de dire "Je suis d'accord avec Nick" dans un effort de gagner le leader des Démocrates Libéraux. Et à un certain moment, Cameroon a prononcé : "Je suis d'accord avec Nick" à propos des armes nucléaires. M. Brown a attaqué M. Cameroon et M. Clegg alors qu'il concluait ses déclarations. Il s'est adressé à ses 3 rivaux : "Nick, vous nous rendez faibles, David, quant à vous, vous rendre la Grande Bretagne isolée au sein d'une Europe (unie).*

*Mais le grand motto du leader des travaillistes était de dire aux électeurs quelque chose à propos du fait que la majorité travailliste risquait de voir l'économie se délabrer : "Ne prenez pas une décision qui met au risque cette économie qui se remet sur les rails". M. Cameroon a dit que M. Brown semblait vouloir faire peur aux électeurs. Dans son mot de clôture, il a dit que la Grande Bretagne a besoin d' "une pause propre pour ces 13 ans de marasme, d'échec". M. Clegg, dernier de la partie, a essayé de terminer sur une note optimiste, disant que "les citoyens commencent à espérer que nous pouvons cette fois-ci faire quelque chose de différent" et "si nous faisons des choses de façon positivement différente, nous pouvons nous confirmer pour de bon comme une force dans le monde"...M. Clegg a dit qu'il croyait le moment venu d'initier "un débat profond sur l'avenir de l'europe" et d'ajouter "bien sûr il y a des règlements insensés, bien entendu cela fait des situations insensées mais il me semble que notre stature au sein de l'Europe pèserait plus lourd si nous sommes unis dans cette Europe"... »*

ND.J

□

□

## LE POTENTIEL congolais dénonce le retour des militaires rwandais dans l'Est

Se trompe-t-il ce journal progouvernemental congolais paru le 12 mai ou a-t-il des informations sûres ? Le fait est que ces déplacements et mouvements militaires sont souvent vite dénoncés par de grandes agences internationales réputées pour leur déontologie professionnelle. Mais que dit-il ?

*« ...les habitants du village de Bajuvi, Chefferie de Bukumu, territoire de Nyiragongo et ceux du quartier Super Match, toujours en Territoire de Nyiragongo, dénoncent depuis le Jeudi 6 mai, une nouvelle vague d'entrée massive des militaires rwandais en provenance de Gisenyi au Rwanda. Une fois sur le territoire congolais, ces militaires rwandais prennent une destination inconnue.*

*Du coup, les FDLR qu'on croyait avoir été repoussés par les Opérations Umoja Wetu et Amani Leo, jusque dans les fins forêts de Walikale et du Maniema, resurgissent dans certains médias et se font voir à l'aéroport de Goma en partance non pour le Rwanda, leur pays natal, mais pour le Katanga, le Bas-Congo, etc. D'où viennent ces FDLR ? Du Rwanda ou de la forêt de Walikale ? Interrogés, les députés provinciaux et nationaux disent n'avoir pas été consultés pour cette délocalisation et dissémination des FDLR au Congo....*

*On constate aussi un silence complice de la part des internationaux venus au Congo pour empêcher, disaient-ils, que les Hutu FDLR ne tuent leurs compatriotes Tutsi sur la terre congolaise. Mais la réalité sur terrain est que les victimes actuelles ne sont ni Hutu ni Tutsi, mais congolaises. Les tueurs devenus Tutsi ou tout simplement rwandais, personne ne les dénonce! Les congolais n'ont pas de défenseur dans la cour des grands, la plupart des élus congolais, politiciens de carrière, ayant préféré la collaboration avec l'occupant à la défense de l'intérêt supérieur de la nation ! (...)*

*on peut dire sans peur de se tromper qu'aujourd'hui 4 provinces de la R.D. Congo sont sous occupation militaire rwando-ougandaise. Pour maquiller cette occupation militaire, les autorités administratives restent en place à condition qu'ils répètent comme des perroquets ce que les nouveaux maîtres leur demandent de dire. Que les occupants tuent leurs cousins et leurs frères, ces perroquets politiques répètent le même refrain : "la paix règne au Kivu". Que les occupants brûlent leurs maisons, les perroquets politiques répètent toujours le même refrain "la paix règne au Kivu"».*

ND.J

## Tiens! Ces financiers internationaux exigent priorité au secteur agriculture!

Tant mieux mais aussi faut-il dire mieux vaut tard que jamais. Et puis, ce secteur a été bien financé avec des fonds de l'Union Européenne qui allaient ou étaient destinés à la base communautaire sous le programme national UBUDEHE. Cependant, les agents qui étaient appelés à réaliser ce programme à travers tout le petit pays étaient moins idéologiquement penchés vers les soucis populaires au point qu'il leur était impensable de comprendre leurs aspirations et orientations. Donc, piétinements ou capotages? Le quotidien LE MONDE français du 12 mai montre tous les changements de cette Union Européenne en matière d'assistance économique:

*“Le gouvernement rwandais et l'Union européenne (UE) ont signé mardi à Kigali un accord portant sur un don de 73,8 millions d'euros destinés notamment à l'amélioration du réseau routier et au développement du secteur agricole, a-t-on appris mercredi de source officielle. Le texte a été signé par le ministre des Finances et de la planification économique, John Rwigyema, et par l'ambassadeur Michel Arrion qui représente l'UE à Kigali. Sur ces 73,8 millions d'euros, 32 millions seront consacrés à la réfection de la route reliant Kigali au poste-frontière de Katuna (nord) avec l'Ouganda, a expliqué le ministre Rwigyema sur les ondes de Radio Rwanda. Vingt millions sont destinés au développement de l'agriculture et de l'élevage, 12 millions au secteur judiciaire et le reste à la commission électorale et à la sécurité alimentaire, a précisé le ministre. Dans une brève allocution, l'ambassadeur Arrion a également indiqué que l'UE était satisfaite de la gestion par le Rwanda de l'aide reçue”*

Par ailleurs, **L'EXPRESS du 11 mai** montre que les préoccupations de ces bailleurs de fonds sont ailleurs. Il est pressé de voir perfectionnées les infrastructures routières qui améliorent l'environnement des affaires et le remboursement facile et rapide des fonds empruntés à cet Occident capitaliste :

*« L'Union européenne a accordé lundi une aide de 73,8 millions d'euros au Rwanda pour contribuer au développement rural, à l'amélioration du réseau routier et des institutions. "Ce sont des secteurs clés du développement, de la lutte contre la pauvreté et de la consolidation de la démocratie", souligne Michel Arrion, ambassadeur de l'UE à Kigali, dans un communiqué. Sur les 73,8 millions d'euros, 32 seront consacrés à l'amélioration de la route qui mène en Ouganda et 12 millions iront au budget de la justice, du maintien de l'ordre et du programme de réconciliation. A trois mois de la présidentielle, 5,3 millions seront par ailleurs alloués à la commission électorale et 4,5 des 20 millions restants permettront d'améliorer la sécurité alimentaire des dix millions de Rwandais ainsi que la préservation des sols.”*

NDJ

## Le procès NKUNDA: Beaucoup d'embarras de la part du régime KIGALI

Toutes les démarches de faire durer en longueur ce client gênant sont bonnes pourvu qu'elles arrivent au résultat. Les tribunaux rwandais sont embarrassés d'un si long temps durant le quel aucune action de la part de ses avocats blancs n'a été prise en considération. Des signes qui montrent un judiciaire malade de la dépendance à l'exécutif et à son pendant, le sécuritaire. C'est ce que L'EXPRESS français du 12 mai rapporte sous le titre: *“L'examen de la demande de remise en liberté de Nkunda reporté”*

*“Le Tribunal militaire de Kigali a reporté mardi d'un mois l'examen prévu le jour-même d'une demande de remise en liberté de l'ex-chef rebelle tutsi congolais Laurent Nkunda, détenu au Rwanda depuis plus d'une année, a-t-on appris auprès d'un de ses avocats. Me Aimé Bokanga, du barreau de Kigali, a expliqué à l'AFP que le report était dû à des raisons d'ordre linguistique, l'autre défenseur de Nkunda, le Canadien Stephan Bourgon, ne comprenant pas le kinyarwanda, la langue choisie par les juges pour le déroulement des débats.*

*“Le tribunal a reporté l'audience au 11 juin, le temps de trouver un interprète pour faciliter les débats”, a indiqué Me Bokanga. Les avocats de Nkunda soutiennent que l'ancien chef d'état-major des armées rwandaises, le général James Kabarebe, nommé ministre de la Défense le mois dernier, est responsable de “l'arrestation et de la mise en détention illégales” de leur client. Le 26 mars, la Cour suprême du Rwanda, se fondant sur le statut militaire de M. Kabarebe, s'était déclarée incompétente et avait renvoyé l'affaire devant la justice militaire...”*

Ah! Un général arrêté? Dans tous les cas, il sera un jour ou l'autre relâché et ces gens-là, rarement ils ne savent pas ne pas garder une dent contre ceux qui leur ont commis des injustices à cause de brusques changements d'alliance. Et si l'autorité de Kigali suit de près ce mouvement insolite qui se passé dans l'ancien fief de ce général à qui on ne veut pas donner sa liberté?

### LE POTENTIEL kinois du 12 mai rapporte:

*“ La province du Nord-Kivu, ventre mou de la R.D. Congo est de nouveau sous haute tension. Plusieurs messes noires sont célébrées en catimini comme à découvert dans la ville de Goma.*

*On peut constater l'effervescence dans les états-majors des anciens mouvements rebelles convertis sans repentance aucune en partis politiques congolais. Selon les fuites d'une de ces messes noires dite le dimanche 9 mai dernier au Restaurant Kamanzi, derrière le Rond Point Bralima, un nouveau courant politique ou rebelle, c'est selon, dit CNDP-Rénové, aurait vu le jour à Goma au Nord-Kivu et n'attendrait plus que sa sortie officielle. Si c'est un parti politique, tant mieux, car la R.D.Congo se dit être une démocratie. Mais comme on dit, celui qui a déjà été mordu par un serpent, craint même une chenille. Aussi, les violations massives des droits humains qui se commettent dans ce coin du pays, justifient-elles la crainte que le CNDP-Rénové ne soit plutôt une nouvelle rébellion. Ce*

*chuchotement d'une nouvelle rébellion en gestation au Nord-Kivu renforce un autre bruit selon lequel le pays connaîtrait une nouvelle apocalypse, un nouveau tsunami politique, au lendemain des festivités du 30 Juin..."*

## **Génocide des Tutsi rwandais: Une page sombre française**

Le quotidien **LE PARISIEN** du **11 mai** publie une interview qu'il a réalisée avec le général français Jean de LAFOURCADE qui a commandé les troupes de 'l'opération Turquoise'. L'interviewer, dans son commentaire, montre que le général, avec sa façon crue de parler, accuse l'armée française sans le vouloir:

*“Seize ans après, Jean-Claude Lafourcade, l'ancien «patron» de Turquoise, a décidé de sortir de sa réserve pour donner dans un livre sa vérité, celle «d'un général de la République.» Il réfute en bloc la complicité, «une légende» qu'il demande au président Sarkozy de ne pas laisser perdurer, à l'heure où les relations franco-rwandaïses se normalisent. Mais s'il répond point par point aux attaques, le général reconnaît aussi, pour la première fois officiellement, une fraternité d'arme avec ceux qui devaient commettre le pire. Ce qui fait dire à Jean-François Dupaquier, journaliste spécialisé sur la question, qu'«en toute bonne conscience, Jean-Claude Lafourcade signe là l'un des pires réquisitoires sur le rôle de l'armée française au Rwanda.» (...)*

***Le fait que l'armée française soit très proche de l'armée rwandaïse n'a-t-il pas contribué à alimenter cette méfiance ?***

*Que quelques militaires, de manière informelle, aient évoqué un soutien aux FAR, c'est possible. Beaucoup de nos troupes avaient servi au Rwanda dans un passé récent. En arrivant, ça n'a pas été simple. Nos anciens camarades s'attendaient à ce que nous les aidions. Mais pas une cartouche ne leur a été donnée, même s'ils ne cessaient de réclamer.*

*Le journaliste Patrick de Saint-Exupéry assure que des livraisons d'armes, payées via un compte de la BNP, ont eu lieu pendant le génocide. Le 28 mai 1994, Paul Barril signe par ailleurs un contrat de vente d'armes alors que le Rwanda est sous embargo de l'ONU... Le rôle de Barril ? Très honnêtement, je ne sais pas. Je n'ai pas d'acointances avec lui. Tout est possible. Peut-être qu'il y a eu des ravitaillements parallèles en armes, mais, en tout cas, pas via l'opération Turquoise.*

***Selon vous, seules quelques unités «indisciplinées» des FAR ont participé au génocide. Pourtant, l'armée rwandaïse dans son ensemble y prenait part...***

*Une grande partie des unités des FAR était au combat contre le FPR. Mais c'est sûr qu'une autre partie n'était pas au front, et que des unités ont participé dans leur intégralité aux massacres. La garde présidentielle en faisait partie. C'est d'ailleurs l'armée française qui l'a formé...*

*Nous avions une assistance militaire au Rwanda au début des années 90. C'était une formation technique pour les officiers, comme nous l'avions déjà fait par exemple au Gabon ou au Tchad. Mais à cette époque, les FAR n'étaient pas une armée de génocidaires. Et cette formation s'est faite sur instruction du pouvoir politique. Les militaires ne sont là que pour exécuter.*

***Certains ont annoncé des signes avant-coureurs du génocide bien avant ce tragique mois d'avril 1994...***

*En aucun cas nous ne savions qu'un génocide était en préparation. On savait que ce pays pouvait connaître des vagues de violence, mais c'est vraiment l'attentat contre l'avion du président Habyarimana (le 6 avril 1994. ndlr) qui a tout déclenché.*

***On vous reproche, sur la colline de Bisesero, d'avoir sciemment laissé massacrer des centaines de Tutsis menacés. Que répondez-vous ?***

*Initialement, nous pensions que c'est le FPR qui s'en prenait à cet endroit aux populations hutues. Nous n'avions pas d'informations précises sur ces affrontements et sur la position d'une éventuelle ligne de front. Deux options étaient plausibles : soit le FPR et les FAR s'affrontaient, soit il s'agissait de Tutsis massacrés par les milices. C'est la deuxième hypothèse qui était la bonne. Nous avons essayé de la préciser. Malheureusement, le temps que nous le fassions, ça a coûté la vie à un certain nombre de gens. On nous dit que nous l'avons fait exprès. C'est inacceptable. Toute notre énergie était mobilisée pour sauver ces gens. Mais ça prend du temps. Nous étions positionnés au Zaïre. C'était les directives d'Edouard Balladur : installez vous au Zaïre, et faites des incursions au Rwanda.*

***Plusieurs militaires ayant participé aux premières reconnaissances disent avoir signalé dès le 27 juin ce qui se passait à Bisesero, mais qu'ils ont dû désobéir pour que leur hiérarchie finisse par ouvrir les yeux le 30 juin...***

*Je démens formellement ces déclarations. Personne n'a désobéi. A ce moment-là, des Bisesero, il y en avait plein. Nous ne voulions pas nous trouver confrontés aux combattants du FPR. Il y a eu un massacre. J'ai joué la prudence. Je l'assume. Je regrette la mort de ces Tutsis. Mais nous ne pouvions pas aller trop vite. On risquait la mort de soldats français.*

*Dans cette affaire, notamment, des plaintes ont été déposées contre l'armée française... J'ai été interrogé toute une journée par la police judiciaire. Nous avons des comptes à rendre. Mais la procédure suit son cours depuis cinq ans, et rien n'en sort pour l'instant. J'aimerais bien que ça aboutisse. Nous n'avons rien à craindre."*

**NDJ**

# Revue Hebdomadaire de la Presse Rwandaise

## -LES POINTS FOCaux-

Téléphone : 08 44 79 61

B.P 2938 Kigali

Adresse e-mail: [ndayrw@yahoo.com](mailto:ndayrw@yahoo.com)

Compte BK

n° 040-0043044-09 (Frw)

040-0202127-12 (USD)

### **CONTRAT D'ABONNEMENT**

Nom :..... B.P.:..... Tél.:.....E-mail:.....

Je désire m'abonner à La Revue de Presse Hebdomadaire LES POINTS FOCaux

Pour une période de :  3 mois  6 mois  1 an  
125\$ 250\$ 500\$

La livraison de la revue se fera par  e--mail

Autre moyen  (à spécifier par l'abonné)

Je souscris à l'abonnement de .....(mois et année) à.....(mois et année)

Je réglerai ma facture : à mon office

Par versement au compte BK n° 040-43044-09 (FRW) / 02 02 127 (USD)

Au siège de Les Points Focaux

Les termes du présent contrat doivent être honorés par l'abonné en s'acquittant de ses frais d'abonnement à l'avance selon la période souscrite et par la Direction de Les Points Focaux en livrant son produit périodiquement et dans les délais selon les termes du présent contrat.

Fait à ..... le...../...../.....

Signature de la Direction de Les Points Focaux

Signature de l'Abonné

